

# « Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies » Bernard Stiegler

Le philosophe Bernard Stiegler fait l'objet d'un tag dédié sur le Framablog.

En découvrant le titre de l'article qui lui était consacré dans le journal belge Le Soir du 30 novembre dernier, on comprend bien pourquoi ☐

*Remarque : Demain 3 mars à 14h au Théâtre de La Colline aura lieu une rencontre Ars Industrialis autour du récent ouvrage L'école, le numérique et la société qui vient co-signé entre autres par Bernard Stiegler.*

# « Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies »



**BERNARD STIEGLER, un philosophe en lutte. Dans sa ligne de mire : un capitalisme addictif qui aspire le sens de nos existences. Son remède : une économie de la contribution.**

Ce n'est plus un secret pour personne : le capitalisme est en train d'être dévoré par ses propres effets pervers. En 2005, parmi d'autres, des associations, dont une association française, Ars Industriale, lancée par quatre philosophes et une juriste, ont sonné le tocsin. À l'époque, leur manifeste dénonçait les dangers d'un capitalisme « délégitimé » et le soulait de ses propres pratiques sociales, d'avec un style de vie particulier, une existence qui n'est pas étrangère à celle de son voisin. « Le problème du capitalisme, c'est qu'il détruit nos existences. Le marketing nous impose nos modes de vie et de pensée. Et cette pensée de savoir-faire et de savoir-vivre devient générique. Beaucoup d'ingénieurs n'ont plus que des compétences et de moins en moins de connaissances. On peut donc leur faire faire n'importe quoi, c'est très pratique, mais ça peut aussi produire Fukushima. L'exemple ultime de cette problématique totale, c'est Alan Greenspan, l'ancien patron de la Banque Mondiale américaine, qui a dit, devant le Congrès américain qu'il ne pouvait pas anticiper le crise financière parce que le système lui avait totalement échappé ».

« Que la justification de Greenspan soit sincère ou non, il n'en ressort pas moins que le système ultralibéral qu'il a sans cesse promu a engendré la domination de la spéculation à rendement immédiat sur l'investissement à long terme. Nous insistons, déplore Stiegler, au risque d'une « économie de l'incurie » dont les acteurs sont frappés d'un syndrome de « irresponsabilisation » couplé à une démotivation rampante.

Du se situe la solution ? Pour Stiegler, l'heure est venue de passer du capitalisme consumériste à un nouveau modèle industriel : l'économie de la contribution. En 1987, le philosophe organisait une exposition au Centre Pompidou. « Les machines du futur », où il montra que « le 2<sup>m</sup> siècle serait une bibliothèque où les individus se rendent mis en réseau, avec de nouvelles compétences dérivées par des appareils vides d'essences ».

Depuis, Stiegler a chapeauté la relation de logiciels et réfléchit le numérique, convaincu qu'il est, en tant que nouvelle forme d'économie, un vecteur essentiel de la pensée et de la connaissance. Il a observé de près le mouvement du logiciel libre (1). C'est de là qu'il a tiré en partie germé l'idée d'une économie de la contribution. Car dans le « libre », l'argent n'est plus le ressort principal, il cède la place à la motivation et à la passion, deux valeurs en chute libre dans le modèle consumériste. La question du sens devient aux prises par leurs partisans et occupe une place centrale.

« Le logiciel libre est en train de gagner la guerre du logiciel, affirme le Commission européenne. Mais pourquoi ça marche ? Parce que c'est un modèle industriel » écho du code, c'est éminemment industriel », dit-il. « À se remettre en question, à être responsable de ce que l'on fait et à échanger avec les autres. Cela fait longtemps, par exemple, que les hackers (2) s'approprient les objets techniques selon des normes qui ne sont pas celles prescrites par le marketing ».

De la même manière, une « infrastructure contributive » se développe, depuis des décennies, sur un internet qui « repose essentiellement sur la participation de ses utilisateurs ». Elle a permis, entre autres, d'occuper de Wikipedia et de sa fidélité à la qualité consommateur producteur un ensemble de contributeurs actifs. Ceux-ci obtient et échangent leurs savoirs sur le réseau, développent ainsi des « milieux associés » où ils peuvent façonner leurs propres jugements. Pour Stiegler, cette capacité à penser par soi-même passe au modèle contributif, est constitutive d'un meilleur fonctionnement démocratique.

« L'idée d'une économie de la contribution implique que des pans entiers de nos sociétés sont à réinventer. Stiegler énumère certains domaines : « une politique éducative en relation avec le numérique, un nouveau droit du travail, un système éducatif professionnalisé, un monde de la recherche où professionnels et amateurs sont associés. Nous préférons beaucoup pour cette figure de l'omnivore, qui aime ce qu'il fait et y investit complètement » liste, finalement, la question de l'argent. La valeur produite par les contributeurs n'est pas toujours monétisable, mais peut avoir un impact sur l'activité économique. Ainsi, les articles de Wikipedia permettent à Bernard Stiegler d'écrire beaucoup plus vite qu'avant. « La puissance publique doit être en charge d'assurer la solvabilité des contributeurs. Quand on quitte un projet internet, on doit pouvoir récupérer de l'argent. C'est inscrit dans le sillage de théories classiques comme le revenu minimum d'existence, à cet égard que nous pensons que ces budgets doivent être pensés comme des investissements ».

Reproduire de l'investissement, non seulement financier, mais surtout humain. Aux yeux de Stiegler, c'est l'urgence d'une sortie de crise. Et voilà, aussi, pourquoi il appelle à la réunion des hackers, des universitaires, des chercheurs, des amateurs et des gens de bonne volonté : il y en a partout face à un « néolibéralisme devenu l'organisation généralisée du désinvestissement ».



**Bernard Stiegler**  
 Né le 1<sup>er</sup> avril 1952 - et ce n'est pas une blague -, Bernard Stiegler est un philosophe français qui a centré ses travaux sur les mutations générées par les nouvelles technologies. Depuis 2006, il dirige l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) au sein du Centre Georges Pompidou, institut créé à son initiative. Il est l'initiateur du groupe de réflexion philosophique Ars Industriale, dont il est le président. La phrase qu'il abhorre ? Celle prononcée par Patrick Le Lay, ancien patron de TF1 : « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau disponible. »

**Le règne de l'incurie**  
 « Au 20<sup>e</sup> siècle, un nouveau modèle n'est admissible du 19<sup>e</sup> : le consumériste, c'est-à-dire l'homme qui a inventé l'opposition entre producteur et consommateur.

**Poison et remède**  
 Pas question, toutefois, de tomber dans un angélisme puritain. Dans ses textes, il décrit le numérique comme un « phasmaton », terme grec qui désigne à la fois un poison et un remède, « donc il faut prendre soin ». Objectif : « lutter contre un usage de cet internet au service d'un hyperconsumisme plus toxique que jamais », poursuit-il dans le Manifeste d'Ars Industriale. Stiegler complète, en face-à-face : « Le numérique peut également abouir à une justice poétique. Soit on veut un développement parallèle à l'économie de la contribution ».

« On est et déjà, des embryons de ce modèle naissent dans d'autres domaines. « Une agriculture contributive existe déjà. L'agriculteur et ses consommateurs deviennent des partenaires, en s'appuyant notamment sur le web ». En France, cela se fait à travers des AMAP (3). Les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, où les différents acteurs se mettent d'accord sur la quantité et la diversité des denrées à produire. « Dans l'univers médical, poursuit Stiegler, les patients sont parfois impliqués à la recherche, comme ce qu'a fait le professeur Montagnier avec les malades du sida. Nous pensons également qu'il y a des domaines contributifs en énergie, où l'idée serait de produire ou faire l'art n'est pas grâce aux réseaux de distribution intelligents, les smart grids. C'est bien sûr totalement contraire aux intérêts des grands groupes ».

Ainsi, l'idée d'une économie de la contribution implique que des pans entiers de nos sociétés sont à réinventer. Stiegler énumère certains domaines : « une politique éducative en relation avec le numérique, un nouveau droit du travail, un système éducatif professionnalisé, un monde de la recherche où professionnels et amateurs sont associés. Nous préférons beaucoup pour cette figure de l'omnivore, qui aime ce qu'il fait et y investit complètement » liste, finalement, la question de l'argent. La valeur produite par les contributeurs n'est pas toujours monétisable, mais peut avoir un impact sur l'activité économique. Ainsi, les articles de Wikipedia permettent à Bernard Stiegler d'écrire beaucoup plus vite qu'avant. « La puissance publique doit être en charge d'assurer la solvabilité des contributeurs. Quand on quitte un projet internet, on doit pouvoir récupérer de l'argent. C'est inscrit dans le sillage de théories classiques comme le revenu minimum d'existence, à cet égard que nous pensons que ces budgets doivent être pensés comme des investissements ».

Reproduire de l'investissement, non seulement financier, mais surtout humain. Aux yeux de Stiegler, c'est l'urgence d'une sortie de crise. Et voilà, aussi, pourquoi il appelle à la réunion des hackers, des universitaires, des chercheurs, des amateurs et des gens de bonne volonté : il y en a partout face à un « néolibéralisme devenu l'organisation généralisée du désinvestissement ».

# « Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies »

URL d'origine du document

Quentin Noirfalisse - 30 novembre 2011 - Le Soir

**Bernard Stiegler, un philosophe en lutte. Dans sa ligne de mire : un capitalisme addictif qui aspire le sens de nos existences. Son remède : une économie de la contribution.**

Ce n'est plus un secret pour personne : le capitalisme est en train d'être dévoré

par ses propres effets toxiques. En 2005, parmi d'autres voix peu écoutées alors, une association française, Ars Industrialis, lancée par quatre philosophes et une juriste, avait sonné le tocsin. A l'époque, leur manifeste décrivait les dangers d'un capitalisme « autodestructeur » et la soumission totale aux « impératifs de l'économie de marché et des retours sur investissements les plus rapides possibles des entreprises » et notamment celles actives dans les médias, la culture ou les télécommunications.

Aujourd'hui, l'association comporte plus de 500 membres, économistes, philosophes, informaticiens et toxicologues (car le capitalisme est devenu « addictif » et « pulsionnel ») confondus et ne semble pas s'être trompée de sonnette d'alarme. « Nous faisons partie des gens qui ont soulevé, dès 2006, l'insolvabilité chronique du système financier américain. On nous riait au nez, à l'époque », explique le philosophe Bernard Stiegler, fondateur d'Ars Industrialis et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou.

L'homme habite un petit moulin industriel reconverti en maison à Epineuil-le-Fleuriel, au beau milieu de la France paysanne. Entre quelques cris de paons, il vient de nous détailler le malaise qui s'empare de tous les échelons de la société.

## **Le règne de l'incurie**

« Au 20e siècle, un nouveau modèle s'est substitué au capitalisme industriel et productiviste du 19e : le consumérisme, qu'on assimile au fordisme et qui a cimenté l'opposition entre producteur et consommateur. Le capitalisme productiviste supposait la prolétarianisation des ouvriers. Ceux-ci perdaient tout leur savoir-faire qui était transféré aux machines. Avec le consumérisme, ce sont les consommateurs qui perdent leur savoir-vivre, ce qui constitue la deuxième phase de la prolétarianisation. »

Chez Stiegler, le savoir-vivre, c'est ce qui permet à un homme de pouvoir développer ses propres pratiques sociales, d'avoir un style de vie particulier, une existence qui n'est pas identique à celle de son voisin. « Le problème du capitalisme, c'est qu'il détruit nos existences. Le marketing nous impose nos modes de vie et de pensée. Et cette perte de savoir-faire et de savoir-vivre devient généralisée. Beaucoup d'ingénieurs n'ont plus que des compétences et de moins en moins de connaissances. On peut donc leur faire faire n'importe quoi, c'est très pratique, mais ça peut aussi produire Fukushima. L'exemple ultime de cette

prolétarisation totale, c'est Alan Greenspan, l'ancien patron de la Banque fédérale américaine, qui a dit, devant le Congrès américain qu'il ne pouvait pas anticiper la crise financière parce que le système lui avait totalement échappé. »

Que la justification de Greenspan soit sincère ou non, il n'en ressort pas moins que le système ultralibéral qu'il a sans cesse promu a engendré la domination de la spéculation à rendement immédiat sur l'investissement à long terme. Nous assistons, déplore Stiegler, au règne d'une « économie de l'incurie » dont les acteurs sont frappés d'un syndrome de « déresponsabilisation » couplé à une démotivation rampante.

Où se situe la solution ? Pour Stiegler, l'heure est venue de passer du capitalisme consumériste à un nouveau modèle industriel : l'économie de la contribution. En 1987, le philosophe organisait une exposition au Centre Pompidou, « Les mémoires du futur », où il montra que « le 21<sup>e</sup> siècle serait une bibliothèque où les individus seraient mis en réseaux, avec de nouvelles compétences données par des appareils alors inaccessibles. »

Depuis, Stiegler a chapeauté la réalisation de logiciels et réfléchi le numérique, convaincu qu'il est, en tant que nouvelle forme d'écriture, un vecteur essentiel de la pensée et de la connaissance. Il a observé de près le mouvement du logiciel libre<sup>[1]</sup>. C'est de là qu'aurait en partie germé l'idée d'une économie de la contribution. Car dans le « libre », l'argent n'est plus le moteur principal. Il cède la place à la motivation et à la passion, deux valeurs en chute libre dans le modèle consumériste. La question du sens donné aux projets par leurs participants y occupe une place centrale.

« Le logiciel libre est en train de gagner la guerre du logiciel, affirme la Commission européenne. Mais pourquoi ça marche ? Parce que c'est un modèle industriel - écrire du code, c'est éminemment industriel - déprolétarisant. Les processus de travail à l'intérieur du libre permettent de reconstituer ce que j'appelle de l'individuation, c'est-à-dire la capacité à se transformer par soi-même, à se remettre en question, à être responsable de ce que l'on fait et à échanger avec les autres. Cela fait longtemps<sup>[2]</sup>, par exemple, que les hackers<sup>[2]</sup> s'approprient les objets techniques selon des normes qui ne sont pas celles prescrites par le marketing. »

De la même manière, une « infrastructure contributive » se développe, depuis

deux décennies, sur un internet qui « repose entièrement sur la participation de ses utilisateurs ». Elle a permis, entre autres, d'accoucher de Wikipédia et de substituer à la dualité consommateur-producteur un ensemble de contributeurs actifs. Ceux-ci créent et échangent leurs savoirs sur le réseau, développant ainsi des « milieux associés » où ils peuvent façonner leurs propres jugements. Pour Stiegler, cette capacité à penser par soi-même propre au modèle contributif, est constitutive d'un meilleur fonctionnement démocratique.

## **Poison et remède**

Pas question, toutefois, de tomber dans un angélisme pontifiant. Dans ses textes, il décrit le numérique comme un « pharmakon », terme grec qui désigne à la fois un poison et un remède, « dont il faut prendre soin ». Objectif : « lutter contre un usage de ces réseaux au service d'un hyperconsommérisme plus toxique que jamais », peut-on lire dans le Manifeste d'Ars Industrialis. Stiegler complète, en face-à-face : « Le numérique peut également aboutir à une société policière. Soit on va vers un développement pareil, soit vers l'économie de la contribution. »

D'ores et déjà, des embryons de ce modèle naissent dans d'autres domaines. « Une agriculture contributive existe déjà. L'agriculteur et ses consommateurs deviennent des partenaires, en s'appuyant notamment sur le web. » En France, cela se fait au travers des AMAP, les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, où les différents acteurs se mettent d'accord sur la quantité et la diversité des denrées à produire. « Dans l'univers médical, poursuit Stiegler, les patients sont parfois intégrés à la recherche, comme ce qu'a fait le professeur Montagnier avec les malades du sida. Nous pensons également qu'il y a des domaines contributifs en énergie, où l'idée serait de produire autant que l'on reçoit, grâce aux réseaux de distribution intelligents, les smart grids. C'est bien sûr totalement contraire aux intérêts des grands groupes. »

Ainsi, l'idée d'une économie de la contribution implique que des pans entiers de nos sociétés sont à réinventer. Stiegler énumère certains besoins : « une politique éducative en relation avec le numérique, un nouveau droit du travail, un système politique déprofessionnalisé, un monde de la recherche où professionnels et amateurs sont associés. Nous plaidons beaucoup pour cette figure de l'amateur, qui aime ce qu'il fait et s'y investit complètement. » Reste, finalement, la question de l'argent. La valeur produite par les contributeurs n'est pas toujours monétisable, mais peut avoir un impact sur l'activité économique. Ainsi, les

articles de Wikipédia permettent à Bernard Stiegler d'écrire beaucoup plus vite qu'avant. « La puissance publique doit être en charge d'assurer la solvabilité des contributeurs. Quelqu'un qui a un projet intéressant doit pouvoir recevoir de l'argent. Cela s'inscrit dans le sillage de thèses classiques comme le revenu minimum d'existence, à ceci près que nous pensons que ces budgets doivent être pensés comme des investissements. »

Reproduire de l'investissement, non seulement financier, mais surtout humain. Aux yeux de Stiegler, voilà l'enjeu d'une sortie de crise. Et voilà, aussi, pourquoi il appelle à la réunion des hackers, des universités, des chercheurs, des amateurs et des gens de bonne volonté (« il y en a partout ») face à un « néolibéralisme devenu l'organisation généralisée du désinvestissement ».

*www.arsindustrialis.org*

## **Interview de Bernard Stiegler**

### **URL d'origine du document**

*Entretien : Quentin Noirfalisse - Vidéo: Adrien Kaempf et Maximilien Charlier*  
Geek Politics - Dancing Dog Productions



—> La vidéo au format webm

### **Notes**

[1] Selon la définition consacrée, un logiciel est libre lorsque les utilisateurs ont le droit « d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer

le logiciel ». Quelques exemples, parmi les plus connus : Firefox, OpenOffice ou le système d'exploitation Ubuntu.

[2] Le hacker, grand artisan de l'internet tel qu'on le connaît, n'est pas un pirate informatique, mais plutôt un « détourneur », qui va utiliser des systèmes ou des objets (technologiques ou non) dans un but que leurs créateurs n'imaginaient pas.